

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Solidarité internationale** / **p.3 à 5 : Place au débat** (*La réforme du « dialogue social » contre les syndicats*) / **p.6 : Actualité sociale** (*Les bureaux de poste, nouvelles maisons de services publics ?*) / **p.7 : Actualité sociale** (*Unis contre l'austérité – Vers une grande mobilisation unitaire le 9 avril*) / **p.8 : Coup de gueule** (*Quo Vadis ?*)

L'ÉDITO

Ainsi donc, comme on s'y attendait, le 1^{er} tour des élections départementales a bien consisté en un désaveu formel et considérable de la politique gouvernementale. Et c'est l'ensemble de la gauche qui a subi la sanction. Le Front National est en tête dans 42 départements au soir du premier tour, la gauche, et notamment le Parti Socialiste, se trouve éliminée dans plusieurs départements. Si le Front de Gauche, malgré les tripotages du Ministère de l'Intérieur, améliore, seul ou en alliance, son score de 2011, nombre d'électeurs de gauche lui ont préféré l'abstention. Il lui faudra d'ailleurs s'interroger sur le fait qu'il ne réussit pas à s'installer, contrairement à Syriza ou à Podemos, comme une alternative crédible.

L'abstention ou le vote FN reflètent l'état d'esprit de bon nombre d'électeurs de François Hollande en 2012, qui ne comprennent pas les choix libéraux faits par l'équipe au pouvoir. Que ce soit par manque de courage vis-à-vis de Merkel et de la Commission européenne ou, simplement, par conversion libérale, le gouvernement, par ses décisions, organise l'éclatement du système social français et l'effondrement de l'économie, au nom de la chasse au déficit. Le projet de loi Macron actuellement discuté au Sénat aura à terme de graves conséquences, s'il est adopté. En favorisant la circulation des cars, Macron s'attaque de facto à la SNCF, déjà bien mal en point du fait du déficit chronique du réseau ferré et de la concurrence sur le transport des marchandises, bientôt étendue à celle des passagers. Ce sont de nouvelles gares et des lignes régionales qui seront supprimées, ce qui va ni dans le sens de l'amélioration du transport pour les usagers, ni dans celui de l'aménagement du territoire ; et je ne parle pas des conséquences environnemen-

tales. Enfin, il ne faut pas se leurrer : les compagnies d'autocars vont s'attaquer aux liaisons les plus rentables de la SNCF, pas au transport des usagers à l'intérieur de la Corrèze ! Déjà, la SNCF a dans ses cartons un plan de réduction de 13 000 emplois dans les années qui viennent. Même chose du côté de l'hôpital public, où 22 000 emplois devraient être supprimés dans les trois ans selon la ministre de la Santé, Marisol Touraine.

Dans ce cadre, les prétentions de François Hollande de réduire le chômage d'ici 2017 feraient sourire s'il ne s'agissait de la vie de centaines de milliers de nos concitoyens. Et pourtant, le Président, droit dans ses bottes, persiste et signe. Avant même le premier tour des départementales, il annonce qu'il ne changera pas de politique ni de premier ministre. Ce mépris à l'égard des électeurs est révélateur du mépris du peuple ! La sanction de cette politique, massivement rejetée, ce sont des centaines d'élus de gauche, socialistes, communistes, républicains ou verts qui vont la payer, bien qu'ils aient, pour la plupart, un bon bilan dans leur département. Mais ce sont aussi les citoyens eux-mêmes, car chacun sait que la gestion « de gauche » et la gestion de « droite », ce n'est pas pareil : on l'a bien vu après les municipales de 2014.

Et que dire de la gestion de l'extrême droite qui ne se contente pas de supprimer les subventions aux associations des droits de l'homme, mais qui empêche les enfants de chômeurs d'avoir accès aux cantines ou s'en prend à des symboles forts comme la commémoration de la fin de la guerre d'Algérie !

(Suite page 2)

L'EDITO (suite)

Face à cette situation, le rassemblement de la gauche n'a jamais été aussi nécessaire. Mais toute union ne s'est jamais construite que sur un programme partagé. Si le choix de Hollande et de Valls empêche que cela se fasse sur une politique nationale commune (ça impliquerait une réorientation majeure pour l'instant refusée), elle peut et doit se faire sur un socle commun au niveau local comme c'est le cas à Paris. Cela implique écoute, respect et dialogue. Résistance Sociale est prête à agir pour faciliter ce dialogue comme elle le fait depuis 2003 à travers ses Vendémiaires ou ses cafés sociaux.

Cela ne se fera pas, non plus, sans la mobilisation populaire. Voilà pourquoi Résistance Sociale soutient l'appel des 4 confédérations syndicales à la grande journée d'action unitaire du 9 avril (Cf. page 7). C'est aussi dans la rue que le peuple doit faire entendre son aspiration à une autre politique.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

PODEMOS réussit sa percée : Lors des élections régionales en Espagne, alors qu'il n'existait pas en 2012 pour ce même scrutin, Podemos est devenu, ce dimanche 22 mars, la 3^{ème} force électorale en Andalousie avec 14,5% des voix. Il a obtenu 15 sièges sur 109 dans la plus peuplée des « communautés autonomes » espagnoles. Dans certaines villes de la région, comme à Cadix, Podemos est la 1^{ère} force politique. Cette percée, dans une place forte de la gauche espagnole confirme, à 6 mois des élections générales du 20 novembre, que Podemos est bien présent dans le paysage politique espagnol.

GRECE : Début du discours d'Alexis Tsipras : « Aujourd'hui c'est un grand jour, parce que c'est la première fois depuis plus de quatre ans que le Parlement grec discute et vote un projet de loi qui n'a pas été « traduit » mais écrit « ici ».

Il est peut-être paradoxal de le souligner, mais ce projet de loi n'est pas la traduction d'un « e mail ». Il a été écrit en grec, et il va être voté par une grande majorité.

Tout aussi important est le fait que le Parlement va voter pour un projet de loi qui répond aux besoins sociaux d'un grand nombre de personnes et non pas au cercle restreint des privilégiés attirés.

Le Parlement va voter un projet de loi favorable à ceux qui ont le plus besoin de soutien. C'est le premier projet de loi depuis cinq ans qui non seulement n'affaiblit pas les citoyens et ne porte pas atteinte aux droits sociaux et au droit du travail, mais qui vise à soutenir et protéger les couches sociales les plus vulnérables.

Le gouvernement commence à mettre en œuvre ses engagements électoraux même si certains ont encore du mal à l'accepter. Nous nous sommes engagés à être le gouvernement qui réalisera son programme. Nous nous sommes engagés à nous saigner nous-mêmes, s'il le faut, à la place du peuple. (...) »

Quant à Hollande, à notre grande honte, il se couche devant Merkel...

ALLEMAGNE : Grandes grèves pour les salaires.

Après les métallos, qui ont finalement trouvé un accord, les pilotes de Lufthansa, qui reprennent la grève mercredi, les employés allemands de la fonction publique régionale sont en mouvement dans le cadre de difficiles négociations salariales. Les syndicats envisagent une grève dure après les débrayages des dernières semaines dans les écoles, les universités ou les jardins d'enfants.

Ils demandent une hausse des salaires de 5,5 % sur douze mois et au moins 175 euros par mois. La confédération syndicale des fonctionnaires (DBB) s'est associée à la revendication et veut obtenir la même chose pour les 2,2 millions de fonctionnaires des Länder et des communes.

Le blocage principal des négociations, qui ont débuté en février, porte sur la condition posée par les employeurs de rogner la retraite complémentaire. L'accord récent de la métallurgie donne espoir aux 800.000 salariés contractuels des Länder. En effet, le syndicat IG Metall, qui avait demandé une hausse de 5,5 %, a obtenu fin février 3,4 % pour les 3,7 millions d'employés de la branche.

PLACE AU DÉBAT

La réforme du « dialogue social » contre les syndicats

Par Jean-Claude CHAILLEY

La CGT a été fondée, il y a 120 ans. Les salariés, le syndicalisme, ont traversé bien des combats, bien des épreuves, mais rarement d'une importance comme la réforme du dialogue social.

Les exigences du MEDEF – soutenues par François Hollande, Manuel Valls, l'Union européenne – sont incompatibles avec l'ADN (les statuts) de la CGT, FO, FSU et Solidaires. Ils ont refusé de signer le texte du MEDEF, de se métamorphoser en syndicats aidant le patronat à réaliser de la valeur... pour l'actionnaire.

Faute d'accord, le gouvernement reprend la main et entend légiférer !

Les médias manipulent les enjeux

Ils donnent l'impression que la réforme du « dialogue social », c'est une vague question de « seuils », de querelles de boutiques, de « privilèges » des organisations syndicales, qui, d'ailleurs, ne représenteraient qu'elles-mêmes.

Pire, une partie au moins d'entre elles (celles qui n'ont pas signé) seraient un frein à la « création d'emplois », à la « modernité »... en s'obstinant à défendre ce qui reste d'acquis sociaux et, plus grave encore, à vouloir de nouvelles conquêtes sociales.

Rien de nouveau : 120 ans que le patronat, la droite, l'extrême droite... combattent les syndicats. 120 ans que les salariés, syndiqués ou non, les défendent.

Il y a plusieurs niveaux de dialogue social.

Pour le gouvernement, le dialogue social c'est quoi ?

Il s'agit de faire avaliser par les syndicats les contre-réformes pour respecter les « engagements » budgétaires européens : « *Au cœur de la méthode du gouvernement, le dialogue social, dont les grandes conférences sociales sont le point d'orgue, a permis en deux ans **des avancées concrètes : réforme des retraites, de la formation professionnelle, sécurisation de l'emploi...*** » .

La plupart des « réformes » dont se félicite le gouvernement ont été rejetées par CGT, FO, FSU, Solidaires, car ce sont des reculs sociaux majeurs.

En juillet 2014, ces syndicats ont donc quitté la « grande conférence sociale ».

Le dialogue social européen

- L'Union européenne pratique le « dialogue social ». Ainsi, la CES est régulièrement invitée. Elle demande une politique plus sociale... En réponse, la Commission européenne accentue sa politique austéritaire.
- En Grèce, le peuple a voté Syriza pour arrêter les privatisations et revenir sur les mesures antisociales et mortifères. Pour la Commission européenne, le FMI, la BCE, les promesses de Syriza sont incompatibles avec l'UE. D'où le « dialogue » : soit la Grèce respecte ses « engagements », soit elle quitte l'Euro et l'Union européenne.
- Pour la France (sous « surveillance renforcée ») la CE demande que le Pacte de responsabilité passe de 50 à 80 Mds €. La France doit remettre fin avril son Programme National de Réforme, qui engage les budgets et les « réformes » 2016 – 2018. Le Parlement votera les budgets « contraints » (dans tous les sens du terme) en fin d'année, sans ou avec 49.3... Si une majorité décidait une politique alternative, la France aurait les mêmes problèmes de respect des « engagements » européens que la Grèce.

Réforme du « dialogue social » : quel est l'objectif du MEDEF ?

« Créer des emplois » ou augmenter les profits ?

A la télé, le MEDEF, les gouvernements successifs, n'affichent qu'une ambition dans la vie : « créer des emplois ». M Gattaz a même arboré un pin's (le plus rentable de l'histoire : 41 Mds € !).

Personnellement, en 40 ans de multinationales, je n'ai jamais vu aucune direction se fixer comme objectif de créer des emplois. Pendant 40 ans, j'ai entendu marteler : « il faut augmenter les profits ». Y a-t-il contradiction pour le MEDEF ?

Un « emploi » c'est quoi ?

- **Pour les salariés**, c'est ou ce devrait être un CDI (ou emploi statutaire), correspondant à la qualification, et rémunéré en conséquence.
- **Pour le patronat, pour les gouvernements, pour l'Union européenne**, « créer des emplois », c'est baisser le « coût du travail » : « flexibiliser », multiplier les « contrats aidés » (par nos impôts), réduire le Code du travail à de vagues « principes généraux », et ramener le dialogue social (dialogue social n'est pas synonyme de négociation) au niveau de l'entreprise, là où le patronat avec le chômage a le meilleur rapport de forces. Quant à la CGPME, elle ne veut pas entendre parler de représentants du personnel dans les PME. Le « dialogue » devient « monologue » !
- Il y a des exemples de rêve : le contrat 0 heure en Grande Bretagne, les 9 millions de mini-jobs en Allemagne, le SMIC roumain ou ukrainien...
- Les retraites impliquent des cotisations : il faut aussi les baisser.

▪ La nouvelle contre-réforme pour effondrer le niveau des retraites

- Habilement, elle semble ne concerner que l'Agirc (les cadres du privé, les « privilégiés »), voire l'Arrco. En réalité, il s'agit d'instaurer la retraite à 67 ans, ou 62, 63 ans... avec des décotes insupportables, et de **généraliser à tous les régimes**. 3 millions de manifestants avaient dissuadé Nicolas Sarkozy d'imposer le modèle suédois. Il revient maintenant, via le MEDEF et l'Agirc / Arrco. En Suède les retraites ont baissé de 9 % en 4 ans.

⇒ Vue par le patronat, par les gouvernements successifs, par la troïka, une politique « qui crée des emplois », c'est une politique qui augmente la part des profits dans la valeur ajoutée au détriment de la part des salaires.

Pour le MEDEF, le « DIALOGUE SOCIAL » ça devrait être quoi ?

Il s'agit d'obliger les syndicats à prendre en charge la politique du patronat.

Que demande le MEDEF ?

« ...Le dialogue social sera aussi pour les entreprises un puissant levier de **compétitivité** ». « L'enjeu fondamental est de retrouver le sens de l'entreprise comme un collectif, une **communauté** associant les différentes parties prenantes dans le dialogue au service d'un **projet commun**, qui ne nie pas les différences d'intérêts qui peuvent exister ... ».

⇒ Les syndicats ne représenteraient plus les salariés mais demanderaient aux salariés « de mieux saisir la stratégie de l'entreprise, en quoi leur travail y participe et les perspectives qu'il ouvre ».

Les syndicats existent pour représenter les salariés, pas pour fonder une « communauté » avec le patronat. Pour la plupart, leur statut le leur interdit :

- ▶ CGT : « ...prenant en compte l'antagonisme fondamental et les conflits d'intérêts entre salariés et patronat, entre besoins et profits, ... »
- ▶ FO : « ...lutte à mener contre toutes les formes d'exploitation, ...pour la disparition du salariat et du patronat ... »
- ▶ FSU : « promouvoir l'étude et la défense des intérêts matériels et moraux des personnels actifs et retraités, ... »
- ▶ Solidaires : « ...défense des salarié-es et de leurs revendications et la transformation sociale, ... »

Détruire la loi, le Code du travail, c'est détruire la République.

- MEDEF : « La place spécifique de la **loi** dans notre pays ...enserme le dialogue social dans un faisceau de contraintes... qui le rendent trop souvent formel et inefficace... **La loi (devrait) « fixer un cadre général... »** »
- ⇒ Avec un chômage de masse, le rapport de force au niveau de l'entreprise est favorable au patronat. Seule la loi peut donner un minimum de protection aux salariés. Il faut, au contraire, la renforcer, imposer le retour à la hiérarchie des normes, au principe de faveur.
- ⇒ Malheureusement, avec la loi dite de « sécurisation de l'emploi » (ex « ANI »), le projet de loi Macron..., c'est le contraire qui se passe. **Et Emmanuel Macron annonce son aggravation par multiplication des dérogations à la loi.**
- ⇒ En Allemagne, la régression dans de nombreux secteurs a commencé avant les lois Hartz, en ramenant le « dialogue » au niveau de l'entreprise.
- Le moyen du MEDEF: « **Le conseil d'entreprise est l'instance unique de représentation du personnel dans l'entreprise** » : donc fusion, dans le conseil d'entreprise, des délégués du personnel, du Comité d'entreprise, du CHSCT (Comité d'hygiène, sécurité, conditions de travail).
- ⇒ Objectifs :
 - Supprimer des milliers de représentants des personnels,
 - et leur donner pour raison d'être de « créer de la valeur pour l'actionnaire ».

Où en sommes-nous de la réforme du dialogue social ?

En janvier, les négociations patronat / syndicats se sont terminées sur un constat de désaccord. Le gouvernement prépare un projet de loi pour vote... en juillet !

Manuel Valls: « "Le dialogue social de qualité est vital pour les salariés, pour les entreprises, pour l'économie de notre pays"... ». « Oui, nous devons réformer le pays... Avec bien sûr un souci d'écoute, de dialogue, d'équilibre, de recherche permanente de l'intérêt général au service des entreprises, mais aussi au service des salariés de ce pays ». Vigilance, c'est pratiquement un copier-coller du MEDEF.

S'en prendre aux syndicats, c'est attaquer la démocratie.

Pour imposer les reculs sociaux, ils veulent affaiblir les syndicats.

Il y a les multiples projets de « réforme », le projet de loi Macron, la répression syndicale qui s'intensifie, des mairies de droite qui ferment des bourses du travail, des coupes dans les subventions...

La réforme Valls du dialogue social, si elle reprenait l'essentiel des propositions du MEDEF, serait incompatible avec les statuts de plusieurs syndicats.

C'est inacceptable dans un pays démocratique.

Au contraire, le droit du travail doit être renforcé, les syndicats, composante essentielle de la démocratie, mieux reconnus.

ACTUALITÉ SOCIALE

Les bureaux de poste, nouvelles maisons de services publics ?

Par Yves LAOT

A la suite du rapport du député Jean Launay, la Poste a fait savoir qu'elle était intéressée par la transformation d'un certain nombre de bureaux de poste en maisons de services publics. De quoi s'agit-il ? De regrouper dans un même lieu – le bureau de poste en l'occurrence – un certain nombre d'opérations actuellement assurées par diverses administrations ou services publics. Double avantage a priori : cela permettrait de légitimer le maintien de bureaux de poste dont la rentabilité financière apparaît insuffisante, compte tenu de la dématérialisation accrue des échanges et de la baisse continue du volume du courrier notamment entre les entreprises ou entre les entreprises et leurs clients. Et cela permettrait également aux usagers de pouvoir effectuer en un lieu unique plusieurs opérations : acheter un timbre ou envoyer un colis mais aussi retirer une carte d'identité ou un passeport ou déposer son dossier de demande d'allocation...

Toutefois beaucoup de questions se posent, comme le soulignait à juste titre récemment le collectif isérois de défense des services publics. D'abord concernant les personnels qui seraient amenés à exercer dans ces « maisons » : Postiers ? Agents de l'Etat ou d'autres administrations ? Contractuels de droit privé ? Ensuite se pose le problème de la prise en charge de ces personnels et de leur formation. Car même si les tâches ainsi concentrées paraissent simples, il est nécessaire que les agents concernés reçoivent une formation suffisante pour leur permettre de répondre aux

questions des usagers et éviter des erreurs qui leur soient préjudiciables.

Enfin, il ne faudrait pas que ces maisons de services publics servent de prétexte à de nouvelles suppressions d'emplois comme ça a déjà été le cas avec la RGPP continuée sous une autre forme depuis 2012 et alors que les dotations de l'Etat aux collectivités locales connaissent une baisse sensible.

Beaucoup de questions donc qui nécessitent une réflexion concertée de tous les acteurs concernés : usagers, élus, représentants des personnels. Ce que tente de faire avec un certain succès La Convergence Nationale de Défense et de Développement des Services Publics qui organise les 13 et 14 juin à Guéret un grand week-end de réflexion et de mobilisation.



Le rassemblement des Abrets, le 29 novembre 2014, a fait boue de neige. Sur les 123 communes d'Isère, une soixantaine de maires ont signé l'appel pour la préservation d'un service public postal de qualité.

CAFÉ SOCIAL LE 8 AVRIL À PARIS

L'antenne Ile-de-France de RESO organise un *café social* au Bar de l'Horloge, 71 rue Servan, Paris 11^{ème} M° St Maur (lieu à confirmer) sur le thème :

« *Subprimes, paradis fiscaux, financement de l'économie « réelle » ou la spéculation, BCE et le quantitative easing, Chypre, Grèce, séparation bancaire, régulation-dérégulation..., les banques décident-elles de tout ?* »

Avec la participation de Denis Durand, syndicaliste CGT-Banques et Patrick Saurin, syndicaliste Solidaires-Banques. Merci de signaler votre participation sur vendemiaires@orange.fr

ACTUALITÉ SOCIALE

UNIS CONTRE L'AUSTÉRITÉ
VERS UNE GRANDE MOBILISATION UNITAIRE LE 9 AVRIL

Résistance Sociale soutient cet appel et sera présente sur le parcours de la manifestation du 9 avril.



Depuis des années, les organisations syndicales d'Île-de-France CGT-FO, CGT, FSU et SOLIDAIRES se mobilisent pour lutter contre les reculs sociaux imposés par les gouvernements successifs. C'est dans cette logique et dans l'unité que nous avons dénoncé la loi dite de « Sécurisation de l'emploi », la contre-réforme des retraites, le pacte de responsabilité mais aussi la loi MACRON contre laquelle, les salariés ont manifesté dès le 26 janvier, premier jour du débat à l'Assemblée Nationale.

Aujourd'hui, alors que le gouvernement utilise le 49-3 pour faire passer en force son projet au mépris de la représentation parlementaire, il est nécessaire de poursuivre et d'amplifier cette lutte contre les politiques d'austérité, pour sortir de la crise et relancer l'économie.

Imposées par le FMI, la Banque centrale européenne et l'Union européenne, ces politiques d'austérité ont des conséquences désastreuses pour les salariés, les retraités et les chômeurs. Les populations les subissent avec de plus en plus de violence comme en Grèce, en Espagne, mais aussi au Portugal, en Irlande et plus largement dans l'ensemble de l'Europe.

Plus de précarité, plus d'exclusions, plus de misère, c'est la dure réalité de cette politique voulue par la Commission Européenne mise en œuvre par les gouvernements qui au nom d'une hypothétique relance économique attaque les acquis sociaux et les droits des salariés. Le projet de loi Macron s'inscrit dans cette logique et constitue un danger pour tous les salariés : il facilite et accélère les procédures de licenciements, il banalise le travail de nuit et du dimanche, il remet en cause la justice prud'homale...

Dans le même temps de nombreuses luttes voient le jour dans les entreprises du Privé et du Public sur Salaire, Emploi, conditions de travail...

Les Unions Régionales CGT, CGT-FO, FSU et SOLIDAIRES, réunies le 26 février 2015, s'engagent une nouvelle fois de façon déterminée, dans une action de grève interprofessionnelle et de manifestation afin de faire aboutir les revendications :

- Augmentation des salaires (Public et Privé), des retraites, des pensions et des minimas sociaux
- Réduction du chômage, instauration de droits nouveaux pour les salariés et leurs représentants dans les entreprises.
- Création d'emplois en changeant de politique économique.
- Préservation des droits de tous les régimes sociaux.
- Garantie et développement du service public.

Ce sont des priorités sociales qui relanceront la consommation, et l'emploi pour aboutir à une meilleure répartition des richesses.

C'est pourquoi les organisations syndicales décident en commun de porter ces revendications et d'exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent.

Conscientes de leurs responsabilités, la CGT, CGT-FO, FSU et SOLIDAIRES appellent les retraités, les chômeurs, les salariés du Public et du Privé à agir et à participer massivement le Jeudi 9 avril 2015 à la journée nationale d'action de grève et de manifestation.

Paris, le 2 mars 2015

COUP DE GUEULE

Quo Vadis ?

Par Charles LABATIE

En fait, je n'avais pas compris : le corporatisme (beurk !) c'est quand des gens qui ont du mal à vivre manifestent pour leurs intérêts égoïstes : augmentation des salaires, stabilité des emplois, droits à la formation, etc. C'est aussi quand les salariés manifestent contre des projets de loi du gouvernement, parce que les salariés sont trop c.... Ils ne comprennent pas que c'est l'intérêt général que défend notre extraordinaire et merveilleux gouvernement. Eux, moi, nous, on ne voit que par le petit bout de la lorgnette. On croit bêtement que quand on diminue l'accès aux soins, qu'on augmente la CSG sur les retraites, qu'on permet de licencier quelqu'un qui refuse une promotion à l'autre bout de la France, qu'on veut faire travailler tout le monde 7j/7 et 24h/24, c'est pas bien. On croit que c'est seulement parce qu'un gouvernement, mis en place par les électeurs de gauche, cède (parce qu'il le veut bien aussi) à la finance ! ... et bien ... pas du tout ! C'est pour les générations futures ! On trime aujourd'hui et puis demain ça ira mieux car quand la finance va tout va ... La preuve : c'est ce que j'entendais à 9 ans et c'est ce qu'entendent mes enfants à 12. Cette constance ne peut être que preuve de vérité !

Par contre, ce n'est pas le cas pour les patrons des cliniques privées. Eux manifestent forcément pour « sauver la santé ».

L'idée générale pour les médias (hors l'Humanité, Politis et quelques autres) c'est que si t'as plus de pognon que les autres, ben c'est que tu comprends plus de choses. Même si tu représentes que toi-même on s'en fout. Entre un patron et un représentant du personnel, y a pas photo : y en a un qui veut faire tourner l'économie, et l'autre qui est un corporatiste. Donc si t'as de l'argent et que tu mani-

festes c'est forcément pas pour tes intérêts (puisque tu as DEJA de l'argent, screugneugneu). Par exemple, si tu es contre la généralisation du tiers payant c'est pas parce que tu es un gros c... de capitaliste qui préfère que certains salariés renoncent aux soins pour ne pas attendre 15 jours de plus un règlement de la Sécurité sociale financée par ces mêmes salariés qu'il faudra soigner, c'est que tu dénonces « la mise à mort de l'hospitalisation privée et de la médecine libérale ».

Bref, moi je dis que pour une fois que le gouvernement veut prendre une mesure de gauche (au sein d'une loi d'austérité) c'est bizarre que ce soit la seule mesure qui ne soit pas défendue par les médias et les experts auto-proclamés non ? C'est d'ailleurs bizarre que le gouvernement prenne une telle mesure alors que la politique d'austérité fonctionne si bien. Elle fonctionnerait mieux d'ailleurs si Valls « avait les marges de manœuvre pour aller plus loin et plus rapidement ». Mais déjà les choses s'améliorent selon BFM TV ; la preuve, si les choses ne s'amélioreraient pas pourquoi le CAC 40 battrait-il tous les records ?

Et puis, si cette politique ne fonctionnerait pas, je suis sûr que le gouvernement y aurait renoncé. Ce sont des gens intelligents, eux, ils ne sont pas du genre à enchaîner les claques électorales uniquement par dogmatisme. Quel mauvais esprit vient de dire que c'était pas leur poste qui était en jeu ? D'ailleurs Valls l'a dit ... il faudrait se méfier du contraire car TOUS les gouvernements ont perdu les élections intermédiaires.

En fait c'est même toutes les élections... Cela aurait-il quelque chose à voir avec la politique menée ?

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)